



52297



Distr. : LIMITEE

E/ECA/AD HOC.MTP/4  
4 août 1989

NATIONS UNIES

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

## COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Réunion du Comité Ad Hoc sur le projet  
de plan à moyen terme, 1992-1997

Addis-Abeba (Ethiopie)

9-11 octobre 1989

## RAPPORT DU COMITE DU PROGRAMME ET DE LA COORDINATION

## SUR

## LE PROJET D'INTRODUCTION RELATIF AU PLAN A MOYEN TERME

## POUR LA PERIODE COMMENCANT EN 1992

Ci-joint figurent les paragraphes 36 à 73 du rapport du Comité du programme et de la coordination (CPC) sur sa vingt-huitième session tenue au siège de l'organisation des Nations Unies du 16 au 19 septembre 1988 (A/43/16 partie II), lesquels rendent compte des discussions, des conclusions et les recommandations dudit comité sur le projet d'introduction élaboré par le Secrétaire général sur le plan à moyen terme pour la période 1992-1997, figurant dans le document A/43/329 qui est à la disposition du Comité Ad Hoc sous la cote E/ECA/AD HOC.MTP/3.

B. Introduction au plan à moyen terme pour la période commençant en 1992; calendrier des consultations au sujet du plan à moyen terme pour la période commençant en 1992

36. A ses 60e et 64e séances, les 8, 9, 12 et 15 septembre, le Comité a examiné la note du Secrétaire général sur la préparation du plan à moyen terme pour la période commençant en 1992 (A/43/329) ainsi que le rapport du Secrétaire général sur le calendrier des consultations au sujet du plan à moyen terme pour la période commençant en 1992 (E/AC.51/1988/6), publié ultérieurement sous la cote A/43/329/Add.1. Le Comité était également saisi du compte rendu analytique provisoire de la 37e séance du Conseil économique et social lors de sa seconde session ordinaire de 1988, au cours de laquelle avait été examinée la note du Secrétaire général (E/1988/SR.37).

Examen de la question

37. Les délégations ont procédé à un examen détaillé de la méthode suivie pour l'élaboration de la note du Secrétaire général concernant la préparation du prochain plan à moyen terme, le contenu de la section II de l'annexe, intitulée "Mandats et programmes", la liste des priorités, la structure du prochain plan à moyen terme et la durée de ce plan.

a) Méthode

38. Certaines délégations ont estimé que la note n'était pas pleinement conforme à l'article 3.7 et à la règle 103.7 du règlement et des règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation, où sont définis la teneur et l'objet de l'introduction au plan à moyen terme. Elles ont rappelé que l'introduction devrait faire ressortir de manière coordonnée les grandes orientations de l'Organisation, indiquer les objectifs, la stratégie à suivre et les tendances prévues et contenir les propositions du Secrétaire général relatives aux priorités.

39. Certaines délégations ont approuvé l'orientation générale du projet d'introduction, et en particulier l'approche globale proposée pour envisager les différents aspects de la sécurité internationale, et les diverses menaces qui pèsent sur elle. Ces délégations ont souscrit à l'idée selon laquelle, sans une action commune concertée, l'objectif du maintien de la paix et de la sécurité internationales grâce à la prévention et la suppression des menaces contre la paix, l'institution de normes internationales de conduite, le développement économique et social et la défense des droits de l'homme ne pourrait être atteint. En revanche, d'autres délégations ont considéré que le projet d'introduction manquait de cohérence et ne reflétait aucune philosophie d'ensemble. Il restait trop descriptif et faisait des mandats une énumération trop détaillée, qui ressemblait à un véritable catalogue. C'était dans le plan à moyen terme lui-même, et non dans l'introduction, que devait figurer le détail des travaux futurs de l'Organisation.



L'introduction devrait offrir une analyse plus pénétrante, au même temps qu'une synthèse, des mandats et des programmes. Pour certaines délégations, la note contenait très peu d'idées, mais abondait en déclarations qui restaient vagues, générales et parfois contradictoires. Elle aurait dû être précédée d'un rappel de ce qui avait été fait auparavant, afin que l'on saisisse mieux les tendances de l'action future. Certaines délégations ont estimé qu'il faudrait repenser la note et la reformuler.

40. D'autres délégations étaient d'avis que la note du Secrétaire général représentait un effort honnête pour refléter les vues des Etats Membres telles qu'exprimées jusqu'ici. Tout en formulant leur désaccord sur différents points de détail, certaines de ces délégations ont estimé que le projet d'introduction était un document relativement équilibré, même s'il restait imparfait, et qu'il constituait un plan d'ensemble acceptable. Si l'on s'efforçait de remanier la note, il n'était pas sûr que cela se solderait par des résultats auxquels toutes les délégations pourraient souscrire. En outre, on a fait valoir qu'un plan à moyen terme, aussi parfaitement élaboré soit-il, ne saurait remplacer, de la part des Etats Membres, une réelle volonté politique de l'appliquer. Certaines délégations ont souligné que les réponses écrites qu'elles avaient envoyées, pour faire suite à la demande du Secrétaire général sollicitant leurs observations, demeuraient valables, tout comme les déclarations qui avaient été faites en leur nom au Conseil économique et social.

b) Mandats et programmes

41. Lors de l'examen de la partie A de la section II de l'annexe, intitulée "Paix, sécurité, désarmement et autodétermination des peuples", certaines délégations ont indiqué qu'il fallait mettre davantage l'accent sur la nécessité de régler les conflits régionaux et souligner le rôle joué par l'Assemblée générale, ainsi que par le Conseil de sécurité et le Secrétaire général, dans le maintien de la paix. Il faudrait aussi insister sur le rôle de l'Assemblée générale dans des domaines tels que le désarmement, la codification et l'élaboration du droit international, et la coopération internationale pour le développement, entre autres. Il faudrait aussi mettre davantage l'accent sur le non-recours à la force, le règlement pacifique des différends et l'élimination des actes d'agression, ainsi que sur le lien entre désarmement et développement et le suivi de la Conférence sur la relation entre le désarmement et le développement. Certaines délégations ont dit qu'il faudrait insister sur la nécessité de restituer les territoires arabes occupés, d'appliquer l'embargo sur les armes décrété contre l'Afrique du Sud et d'éliminer l'apartheid. D'autres, cependant, ont estimé que le fait de mentionner ces questions dans le projet d'introduction ne reflétait pas un équilibre entre les différents points de vue. On a fait remarquer qu'il importait de veiller à ce que la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, telle qu'elle figurait dans la résolution 1514 (XV), soit intégralement appliquée.

En outre, de l'avis de certaines délégations, il était nécessaire de préciser en quoi l'Organisation des Nations Unies jouait un rôle spécial dans les questions de Namibie et de Palestine. Par ailleurs, certaines délégations, constatant que le projet d'introduction faisait référence à un traité d'interdiction complète des essais nucléaires, à la création de zones exemptes d'armes nucléaires et à des mesures de vérification, ont émis de vives réserves à ce sujet ainsi qu'à propos de la notion de bon voisinage. D'autres délégations ont fermement appuyé la référence faite à ces questions ainsi que l'inclusion de la notion de bon voisinage. D'autres se sont également inquiétées de voir que certaines solutions d'ensemble aux problèmes mondiaux risquaient en fait de compromettre l'intégrité de la Charte et ont estimé qu'elles demandaient donc à être soigneusement étudiées et examinées avant d'être intégrées dans les plans de l'Organisation des Nations Unies.

42. Lors de l'examen de la partie B portant sur le droit international, les droits de l'homme et les libertés fondamentales, on s'est félicité que la primauté du droit dans les relations internationales ait été réaffirmée. Certaines délégations pensaient, comme le Secrétaire général, que la sécurité internationale au sens le plus large dépendait fondamentalement du respect et de l'application du droit international. D'autres se sont dites déçues de voir que la note s'en tenait à des généralités. On a également fait remarquer qu'il faudrait mettre davantage l'accent sur les libertés fondamentales les plus chères aux êtres humains dans le monde entier, ainsi que sur les droits économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement. Certaines délégations ont fait valoir la nécessité de décrire plus en détail les activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des utilisations pacifiques de l'espace. On a indiqué qu'il faudrait mettre en relief le rôle joué par la Cour internationale de Justice. Certaines délégations ont estimé que, par rapport à d'autres questions essentielles, on avait accordé une place disproportionnée au terrorisme, tandis que d'autres estimaient qu'on n'en parlait pas assez. D'autres encore, rappelant qu'il n'existait toujours pas de consensus sur la définition du terrorisme, considéraient qu'il était plus réaliste de favoriser l'adoption de nouvelles dispositions juridiques, telles que les conventions contre les détournements, que de vouloir élaborer une loi internationale sur le terrorisme. Certaines délégations ont jugé que la liste des questions juridiques d'ordre international dont était saisie l'Organisation des Nations Unies était incomplète; d'autres ont suggéré de faire une allusion de caractère général dans le texte, la liste des instruments spécifiques pouvant faire l'objet d'une annexe. Pour certaines délégations, le paragraphe traitant de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer péchait par excès d'optimisme, opinion que d'autres ne partageaient pas. Certaines délégations ont estimé que les activités futures de l'Organisation dans ce domaine devraient être considérées essentiellement comme une question de développement économique.



43. Lors de l'examen du texte sur le progrès économique et social des peuples du monde entier (partie C), on a déclaré que l'ensemble du secteur économique et social devrait être pensé suivant une approche à la fois réaliste et novatrice, qui déboucherait sur des propositions et des activités précises. Certaines délégations ont estimé que pour bien planifier l'action à mener dans les années 90, il était indispensable de fixer clairement les priorités. Elles ont souligné que les problèmes qui auraient une incidence déterminante sur la paix et la sécurité internationales seraient notamment la persistance du sous-développement, l'élargissement du fossé entre pays riches et pays pauvres et la stagnation, voire le recul, de niveau de vie de la majorité de la population dans un grand nombre de pays en développement. De l'avis de ces délégations, il fallait créer un grand programme ayant pour objet de favoriser la coopération internationale pour le développement. Elles ont souligné à cet égard la nécessité d'accorder davantage d'attention à la situation économique et sociale désespérée des pays les moins avancés. Certaines délégations ont estimé qu'on n'avait pas assez mis l'accent sur le rôle que l'Assemblée générale des Nations Unies, le Conseil économique et social et le Secrétaire général devraient jouer en ce qui concernait, entre autres, les problèmes de la dette extérieure, du commerce et des produits de base et les questions financières et monétaires internationales. Selon d'autres avis, le rôle de l'Organisation des Nations Unies en tant que tel était assez limité dans ce domaine. Certains estimaient qu'il faudrait mentionner le rôle des marchés libres à propos de la question des produits de base et des courants de ressources. Pour certaines délégations, il aurait fallu mettre davantage l'accent sur les courants de ressources, la coopération économique et technique entre pays en développement, le transfert net de ressources des pays en développement vers les pays développés, et les causes de la pauvreté, ainsi que sur la question de la coordination avec les institutions spécialisées, notamment en matière d'activités opérationnelles pour le développement. A ce sujet, on a fait remarquer que l'action des institutions spécialisées devrait compléter celle de l'Organisation des Nations Unies, et non l'inverse, et que l'Organisation devrait continuer de jouer un rôle directeur dans la recherche de solutions aux problèmes du développement économique. En ce qui concerne la coopération technique, certaines délégations ont estimé que le Consensus de 1970 restait valable, et devrait servir de base pour traiter la question dans l'introduction au plan. On aurait dû par ailleurs mieux faire ressortir l'importance du rapport entre la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement et le plan à moyen terme pour la période commençant en 1992. D'autre part, certaines délégations ont souligné qu'il importait d'examiner plus avant, dans le cadre de l'Organisation, les liens entre les problèmes de la paix, de la sécurité, du désarmement, du développement et de l'environnement, ainsi qu'il était dit au paragraphe 80 du projet d'introduction du Secrétaire général. Certaines délégations étaient d'accord avec le Secrétaire général pour penser que dans le domaine économique et social, le rôle de l'Organisation

des Nations Unies en tant que tribune universelle permettant d'examiner les questions qui suscitent l'inquiétude des Etats Membres, de diagnostiquer rapidement et d'analyser les problèmes naissants et harmoniser les efforts des nations devrait être renforcé.

44. Un certain nombre de délégations se sont déclarées préoccupées par la façon dont les institutions issues de la Conférence de Bretton Woods étaient mentionnées dans le projet d'introduction du Secrétaire général. A leur avis, c'était à l'organisation des Nations Unies qu'il appartenait de définir les principes directeurs à suivre dans le domaine économique. Ces délégations ont également mentionné les solutions et les recommandations périmées des institutions issues de la Conférence de Bretton Woods, qui n'étaient pas sensibles aux conséquences économiques et sociales que ces solutions et recommandations pouvaient avoir pour les Etats Membres.

45. Quelques délégations ont également estimé qu'il fallait attacher une plus grande importance à l'environnement. A ce propos, elles ont mentionné le rapport de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement (le rapport Brundtland) et, en particulier, la nécessité de trouver des solutions aux problèmes connexes qu'étaient la pollution et les déchets toxiques. L'importance du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone a été soulignée. Certaines délégations ont déclaré qu'il fallait accorder davantage d'attention dans le projet d'introduction aux mesures que l'Organisation des Nations Unies pouvait prendre pour atténuer les effets des catastrophes naturelles et aux efforts tendant à mettre en valeur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables.

46. Un certain nombre de délégations ont souligné la grande importance que revêtaient les questions sociales dans le cadre des travaux de l'Organisation des Nations Unies et ont proposé que le développement social soit retenu comme grand programme. Quelques délégations ont souligné la nécessité d'accorder une attention particulière aux questions de la promotion de la femme, de la jeunesse, des personnes âgées, des personnes handicapées et des sans-abri. Elles ont également souligné la nécessité d'accorder une importance particulière à la promotion et à l'épanouissement des enfants, y compris en ce qui concerne la reconnaissance et la jouissance de leurs droits. De l'avis de certaines délégations, il importait, en outre, de reconnaître la responsabilité commune qu'assumaient producteurs et consommateurs dans l'élimination de l'abus et du trafic illicite des drogues.

47. Certaines délégations, dans leurs observations relatives à la partie D de la section II du projet d'introduction, intitulée "Information et services communs", ont noté que l'information et les services communs n'étaient pas à proprement parler des programmes mais faisaient intervenir des activités entreprises en vue de promouvoir les activités de fond de l'Organisation. On a souligné qu'il fallait renforcer l'indépendance et améliorer la qualité de la fonction publique



internationale. De l'avis de certaines délégations, il fallait mentionner dans l'introduction un nouvel ordre mondial de l'information et des communications. D'autres délégations se sont demandé s'il fallait vraiment mentionner les questions d'information dans la partie D ou s'il valait mieux les aborder ailleurs ou en faire mention essentiellement dans les programmes de fond. On a également mentionné les risques éventuels du recours excessif à des services extérieurs et la nécessité de décentraliser les services financiers et les services du personnel, à condition toutefois que l'opération de décentralisation soit menée à bien de façon rationnelle. La nécessité de continuer à introduire des techniques nouvelles en vue d'améliorer l'efficacité des services de conférence et autres a également été mentionnée.

#### c) Priorités

48. Lors de l'examen de la section III de la note, à savoir les commentaires du Secrétaire général sur les priorités, certaines délégations ont estimé qu'il importait de définir clairement les priorités et que le Secrétaire général avait un rôle à jouer, dans la mesure où il pouvait aider les Etats Membres à définir ces priorités en identifiant les grandes orientations. Quelques délégations ont déclaré que, dans ses commentaires sur les priorités, le Secrétaire général ne faisait que répéter les observations qu'il avait formulées dans la section relative aux mandats et aux programmes. D'autres estimaient qu'il aurait fallu davantage analyser les problèmes et proposer des solutions dans une perspective à long terme. Certaines délégations étaient d'avis que la priorité aurait dû être accordée aux domaines dans lesquels l'Organisation des Nations Unies a le plus de chances d'obtenir des résultats concrets. Certaines délégations ont estimé que les priorités présentées dans l'introduction devraient être formulées conformément aux dispositions de la section II de la résolution 36/228 A.

49. Un certain nombre de délégations ont estimé que la question des priorités occupait une trop grande place dans le projet d'introduction. D'autres ont estimé que l'ordre de priorité laissait à désirer et que la place d'honneur devait revenir au développement économique et social. Quelques délégations ont estimé qu'il aurait fallu accorder une plus grande attention à la question de Namibie, à la question de Palestine et aux problèmes de décolonisation qui continuaient de se poser. Certaines délégations ont jugé prématurée la mention de la création éventuelle d'un centre multilatéral d'alerte nucléaire. Un certain nombre de délégations ont indiqué que la préoccupation première dans le domaine du désarmement était la réalisation du désarmement général et complet. Elles ont ajouté qu'il fallait viser non pas la limitation des armements, mais la réduction des armements. Certaines délégations ont déclaré qu'il aurait fallu mettre davantage l'accent sur le rôle que l'Organisation pouvait jouer en matière de vérification du respect des accords en matière de désarmement, de surveillance par satellite et de détection sismique des essais nucléaires. D'autres délégations n'étaient pas de cet avis. Certaines ont estimé qu'il aurait fallu accorder davantage d'importance à la démographie et aux statistiques.

50. Certaines délégations ont estimé qu'on n'avait pas suffisamment tenu compte dans le projet d'introduction de la priorité accordée par l'Assemblée générale à la question de Palestine. En outre, les résolutions relatives à la tenue d'une conférence internationale sur le conflit du Proche-Orient et à l'exercice par le peuple palestinien de son droit inaliénable à l'autodétermination n'avaient pas été suffisamment mises en valeur.

d) Structure

51. Le Comité a également examiné le nouveau projet de structure du plan à moyen terme, présenté aux paragraphes 3 à 36 du projet d'introduction. Certaines délégations se sont félicitées du projet de simplification de la structure du plan, en ce qui concerne le nombre de grands programmes et de programmes retenus, simplifications qui rendraient le plan plus clair et plus transparent, qui permettraient de mieux traduire dans la réalité les objectifs de l'Organisation des Nations Unies tels qu'ils sont définis dans la Charte et d'assurer une approche plus globale et plus intégrée des activités de l'Organisation. Il a également été fait observer que cette simplification devrait aussi servir à renforcer l'efficacité des travaux de l'Organisation. En outre, des délégations ont souligné que l'Organisation devait continuer de s'acquitter des mandats existants et que la portée et la teneur des sous-programmes ne devraient pas être réduites. De l'avis de quelques délégations, il importait que la structure permette de faire preuve de souplesse.

52. Certaines délégations ont estimé que l'opération de restructuration ne devrait pas se limiter à une réorganisation des programmes sous de nouveaux intitulés. L'adoption d'une structure simple et logique, éliminant les doubles emplois, était une première démarche qui permettrait de faire du plan à moyen terme un instrument de gestion utile qui devrait aboutir à l'élaboration d'un document plus court et plus clair, reflétant les priorités de l'Organisation.

53. Toutefois, d'autres délégations ont émis des objections au projet de restructuration, estimant que la structure actuelle du plan à moyen terme devait être maintenue. De l'avis de ces délégations, la Charte devait certes inspirer les activités de l'Organisation, mais elle n'était pas un élément de gestion et, partant, ne devait pas servir à élaborer un document de planification. On a fait observer qu'à force de vouloir simplifier la structure, on risquait de la simplifier à l'extrême au point de ne plus pouvoir refléter intégralement la portée et le contenu des activités de l'Organisation des Nations Unies. Il fallait disposer de davantage de renseignements sur ce que devraient être les nouveaux programmes et sur la façon dont la nouvelle structure différencierait de celle du plan actuel.



54. Certaines délégations ont fait observer que le manque de clarté et de transparence de la nouvelle structure ne permettait pas au Comité de se faire une opinion définitive et que les informations présentées avaient donné lieu à des doutes sérieux.

55. Une nouvelle série d'échanges de vues de nature préliminaire a ensuite eu lieu sur la base d'une note non officielle établie par le Secrétariat à la demande des délégations. Ces échanges de vues sont récapitulés plus loin aux paragraphes 56 à 66. En présentant la note, le représentant du Secrétariat a déclaré que des consultations se poursuivaient avec les directeurs de programme et que la liste de programmes proposés donnée dans la note était encore provisoire. Le représentant du Secrétariat a déclaré en outre, en réponse à des questions et observations de certaines délégations, qu'au départ, on n'avait pas prévu de programmes distincts pour la Namibie, la Palestine et la décolonisation parce qu'il était possible que les objectifs de l'Organisation dans ces domaines soient réalisés d'ici la mise en route du nouveau plan en 1992. Toutefois, il a précisé qu'on pourrait ajouter au plan des programmes distincts intéressants ces questions. Il a également déclaré qu'en concevant la structure du plan, il importait peu, dans la pratique, que l'on adopte une approche sectorielle ou une approche organisationnelle, étant donné que l'organisation des services du Secrétariat était essentiellement régie par les mandats de l'Organisation des Nations Unies. Le représentant du Secrétariat a également appelé l'attention sur l'alinéa b) de l'article 3.6 du Règlement régissant la planification des programmes, aux termes duquel

"Le plan à moyen terme indique... les programmes, comprenant, dans le cadre d'un grand programme, toutes les activités menées dans un secteur qui sont placées sous la responsabilité d'une unité administrative distincte, normalement une division."

En ce qui concerne le fait que certains programmes n'avaient pas été prévus parce qu'il se pourrait que les objectifs de l'Organisation dans ces domaines soient réalisés d'ici le début du plan à moyen terme pour la période commençant en 1992, certaines délégations se sont fermement élevées contre le fait qu'une telle raison ait été invoquée pour ne pas inclure dans le plan à moyen terme les programmes relatifs à la Namibie, à la Palestine et à la décolonisation. Elles estimaient que les programmes exécutés en vertu d'un mandat devraient figurer dans le plan à moyen terme. Au cas où leurs objectifs seraient réalisés, le présent exercice de révision des plans à moyen terme traiterait de tous les programmes qui avaient réalisé leurs objectifs.

56. Des points de vue divergents ont été exprimés à propos de la proposition tendant à élaborer des programmes distincts pour les

commissions régionales. Il fallait concilier la spécificité de leurs activités avec la nécessité d'adopter une approche globale. Certaines délégations ont estimé que les activités des commissions régionales devraient être regroupées dans le cadre d'un grand programme. Quelques délégations ont déclaré que les questions économiques et sociales pouvaient être envisagées séparément tant que l'on s'attachait, lors de l'exécution des programmes correspondants, à tenir compte des rapports étroits qui existent entre elles. D'autres délégations ont déclaré qu'il était difficile de concilier cette séparation avec une approche intégrée du développement. En ce qui concerne la coopération technique, il a été noté qu'il serait peut-être plus pratique de traiter cette activité dans le cadre des différents programmes, comme cela se faisait dans le plan actuel, plutôt que d'y consacrer un programme spécifique. A propos d'une question plus générale, certaines délégations ont estimé qu'en envisageant l'introduction de modifications traduisant les nouvelles préoccupations de la communauté internationale, il fallait procéder au cas par cas. Par exemple, la prévention du crime devrait être traitée en tant que programme distinct dans le cadre du grand programme III, relatif à la coopération internationale pour le progrès économique et social de tous les peuples.

57. Les délégations ont formulé des observations sur la structure générale du plan, ainsi que des remarques détaillées et des suggestions pour ce qui est de la teneur, du groupement et des descriptions des grands programmes et des programmes. Dans la nouvelle structure proposée, les 31 grands programmes du plan à moyen terme actuel semblent être devenus 38 programmes groupés sous quatre rubriques principales nouvelles. Il semblait qu'il y eut recoupement et que certains des nouveaux programmes proposés pourraient être combinés. On a précisé que la nouvelle structure manquait de cohérence, certains programmes étant établis à partir de leur contenu et d'autres en fonction de questions d'organisation. On a demandé des précisions supplémentaires sur les futurs sous-programmes et sur la liste des activités des commissions régionales et du Département de la coopération technique pour le développement. Des propositions ont été faites pour ajouter de nouveaux programmes portant sur les commissions régionales, le développement social et les affaires humanitaires. Le concept de patrimoine mondial pourrait constituer un grand programme bien qu'il n'ait pas été entièrement élaboré. On a également rappelé qu'il faudrait prendre en considération les résultats des délibérations de la Commission spéciale du Conseil économique et social au sujet de l'étude approfondie de la structure intergouvernementale et des fonctions de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social.

58. On a déclaré que s'agissant de la relation entre le plan à moyen terme et le budget-programme, la solution la plus heureuse serait d'adopter une approche double. De cette manière, le plan traduirait dans la mesure du possible une approche sectorielle alors que le budget-programme serait établi en fonction d'une structure administrative et serait accompagné de renseignements montrant la répartition des ressources par secteur.



On a également rappelé que les états des incidences du budget-programme devaient inclure une analyse par programme des effets des propositions au niveau du plan à moyen terme.

59. Pour ce qui est du grand programme I proposé sur le thème "Maintien de la paix et de la sécurité, désarmement et autodétermination des peuples", certaines délégations ont déclaré ne pas comprendre pourquoi grouper ces éléments dans le même grand programme. Dans deux des programmes proposés dans le cadre de ce grand programme, à savoir "affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité" et "affaires politiques et affaires de l'Assemblée générale", on s'est interrogé sur l'utilité de répéter le mot "politiques" et on a proposé de fusionner les deux programmes en question. Des questions ont été également soulevées à propos de l'inclusion des mots "égalité des droits" dans le titre d'un programme proposé devant porter sur le thème "Questions politiques spéciales, égalité de droits et autodétermination". Certaines délégations étaient préoccupées par le fait que le titre d'un programme proposé devant porter sur la question de la décolonisation ne figure pas dans ce grand programme. Elles ont proposé que le mot décolonisation figure dans le titre du grand programme ainsi que dans celui du programme correspondant. Certaines délégations ont estimé que la Namibie, la Palestine et la décolonisation devraient toutes faire objet de programmes distincts.

60. Pour ce qui est du grand programme II proposé, certaines délégations ont exprimé leur préoccupation touchant le libellé du titre : "Respect du droit international, des droits de l'homme et des libertés fondamentales et élaboration de normes", selon la présentation figurant dans le document non officiel établi par le Secrétariat. Le groupement de ces éléments et l'emploi du mot "normes" ont également été critiqués par certaines délégations. Les délégations ont indiqué que l'Organisation des Nations Unies devrait oeuvrer progressivement à la codification et au développement du droit international et que cette tâche devrait apparaître dans le titre du programme pertinent. On a ajouté que la référence faite aux affaires maritimes dans le titre d'un programme proposé sur le thème "Droit de la mer et des affaires maritimes" ne correspondait à aucun mandat. Certaines délégations ont dit que les programmes proposés sur les thèmes portant respectivement sur la promotion et la protection des droits de l'homme, la protection internationale des réfugiés et l'assistance aux réfugiés et le contrôle international des drogues avaient un caractère plus social que juridique. Quelques délégations ont également contesté l'inclusion proposée d'un programme couvrant les utilisations pacifiques de l'espace dans le grand programme II, qui ne rendait pas compte de tous les aspects de cette question.

61. Lors de l'examen du projet du grand programme III, "Coopération internationale pour le progrès économique et social des peuples du monde entier", présenté dans le document non officiel établi par le Secrétariat, certaines délégations ont été d'avis que le mots

"les peuples du monde entier" étaient superflus. D'autres délégations ont estimé que le titre de ce grand programme risquait de prêter à confusion dans la mesure où il y était question à la fois de questions économiques et sociales, alors que le programme ne portait manifestement que sur les seules questions économiques. Les délégations ont déclaré que le rôle de l'Organisation dans le domaine économique devait être un rôle actif et ne devait pas se limiter à la fourniture d'un cadre d'étude. Elles ont indiqué que des questions très importantes pour les pays en développement, notamment l'alimentation et l'agriculture, l'industrie et les transports, les ressources de base, le commerce des articles manufacturés et le transfert de technologies, ainsi que la science et la technique devraient également relever de ce grand programme. On a en outre déclaré que des programmes précis intéressant le redressement économique de l'Afrique, les affaires marines, la dette, les flux de ressources et les stupéfiants auraient dû figurer dans le projet de grand programme III. Il a également été proposé que le développement économique et le développement social soient considérés comme deux grands programmes distincts, un autre grand programme étant éventuellement consacré aux questions humanitaires. En particulier, il a été proposé que le grand programme intéressant le développement économique comprenne les programmes suivants : développement et coopération économique : problèmes et activités, y compris la coordination, coopération technique pour le développement, questions et politiques économiques à l'échelle mondiale, commerce et financement du développement et sociétés transnationales, le grand programme intéressant le développement social pouvant quant à lui porter sur les questions suivantes : questions et politiques sociales à l'échelle mondiale, promotion de la femme, environnement, population, etc. Quelques délégations ont souligné que bon nombre d'activités comportaient des aspects économiques, sociaux, juridiques et humanitaires.

62. Un certain nombre de délégations ont déclaré qu'un programme intéressant les statistiques devrait également faire partie du grand programme IV. D'autres, par contre, ont déclaré que les statistiques constituaient la base des analyses économiques et sociales et devaient, tout comme les questions de population, être liées au développement économique.

63. Quelques délégations ont déclaré que le projet de grand programme IV, intitulé "Information, services de conférence et services administratifs", n'était en fait pas un grand programme et pourrait s'intituler "Services communs". Selon certaines délégations, les questions d'information ne devraient pas relever de ce grand programme, certaines activités d'informations s'apparentant à des activités de fond. L'information, alors qu'elle était une activité tout à fait distincte des services de conférence, relevait du même grand programme. Des programmes spécifiques devraient être consacrés aux bibliothèques, au personnel, aux services financiers et aux services généraux, ainsi qu'à la planification et à la coordination des programmes. Un programme intéressant les services juridiques pourrait également être ajouté.



e) Durée

64. Certaines délégations ont indiqué que les décisions intéressant la durée du plan devaient se fonder sur des critères techniques. Un de ces critères était le fait qu'il était souhaitable de synchroniser le cycle de planification de l'Organisation des Nations Unies avec celui des autres organisations du système, ce qui a amené un certain nombre de délégations à proposer que le prochain plan à moyen terme porte sur la période allant de 1992 à 1995. D'autres critères étaient l'opportunité de retenir une période de six ans aux fins de planification et la nécessité d'adhérer au règlement et aux règles régissant la planification des programmes. Il a été souligné qu'on s'était déjà écarté une fois du cycle normal de planification et que cela ne devait pas se reproduire.

f) Considérations générales

65. Certaines délégations ont estimé que les discussions du Comité étaient de caractère préliminaire et ont jugé qu'il faudrait disposer d'informations supplémentaires.

66. Outre les observations consignées ci-dessus, les délégations ont fait des suggestions de rédaction détaillées et précises qui, à leur avis, devraient être dûment prises en considération par le Secrétariat lors de l'établissement de la version finale de l'introduction au plan à moyen terme.

Conclusions et recommandations

67. Le Comité a recommandé qu'en poursuivant ses travaux sur l'introduction au plan à moyen terme pour la période commençant en 1992, le Secrétaire général tienne pleinement compte des vues exprimées par les Etats Membres à la vingt-huitième session du Comité et que l'Assemblée générale invite les Etats Membres à formuler des observations supplémentaires dans le cadre des débats de ses grandes commissions. Tous les organismes pertinents des Nations Unies devraient disposer à cette fin de la note du Secrétaire général (A/43/329) ainsi que du rapport du Comité.

68. En ce qui concerne les priorités mentionnées dans le projet d'introduction, le Comité a rappelé que, dans sa résolution 41/213, l'Assemblée générale demandait l'application intégrale du règlement et règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation.

69. Le Comité a réaffirmé que le plan à moyen terme pour la période commençant en 1992 devrait être formulé de manière pleinement conforme au règlement et règles régissant la planification des programmes et a souligné la nécessité de porter les dispositions pertinentes de ce

règlement et ces règles à l'attention des organes subsidiaires intergouvernementaux dans le contexte de l'établissement du plan à moyen terme.

70. Le Comité a recommandé l'approbation du calendrier des consultations proposé par le Secrétaire général pour l'établissement du plan à moyen terme (voir A/43/329/Add.1).

71. Le Comité a recommandé que le prochain plan à moyen terme porte sur la période 1992-1997 et a prié le Secrétaire général d'assurer la coordination appropriée avec les institutions spécialisées, notamment avec celles qui ont un cycle de planification différent.

72. En examinant la proposition concernant la structure du plan à moyen terme, le Comité a estimé que les renseignements dont il disposait n'étaient pas suffisants pour lui permettre de parvenir à une conclusion sur le fond. Il a donc recommandé que l'Assemblée générale, à sa quarante-troisième session, examine avec une attention particulière la question de la structure du plan à moyen terme à la lumière des débats du Comité.

73. Le Comité a souligné que le plan à moyen terme, y compris son introduction, était un instrument qui devait contribuer à permettre à l'Organisation des Nations Unies de mener de façon plus efficace les activités prévues dans son mandat et, par conséquent, de mieux s'acquitter à l'avenir du rôle qui lui incombait en vertu de la Charte.